



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

## MAIS OÙ EST LE GOUVERNEMENT ?

Déclarations, contre-déclarations, affirmations, contre-ordres ; pas une journée sans qu'une annonce ne soit contredite immédiatement.

La dernière en date sur la volonté de remettre en place le couvre-feu en Ile-de-France et annoncée par le porte-parole du gouvernement mais immédiatement contredite par le Premier Ministre même si celui-ci ne balayait pas d'un revers de main cette possibilité.

Un gouvernement qui ne peut plus compter sur la majorité à l'Assemblée Nationale, absente pendant le débat sur la date de l'état d'urgence sanitaire reportée au 16 février 2021 et qui laissait la possibilité à l'opposition parlementaire de présenter un amendement ramenant celle-ci au 15 décembre.

Le coup était trop dur, et le ministre de la Santé "pétait les plombs" pour revenir sur cet amendement, démontrant la volonté de poursuivre une politique consistant à mettre tous les Français sous "le joug", mouvement syndical, jeunes, étudiants, salariés dans l'impossibilité de se rassembler, en renforçant les dispositifs de contrôle, empêchant tout rassemblement. Ce gouvernement veut ajouter d'autres formes de contrôle comme l'utilisation de drones pour observer les rassemblements, déplacements et demain les utiliser pour sanctionner et "pister" ceux qui auraient le malheur de vouloir manifester, qu'ils soient personnels soignants ou enseignants.

État de guerre ? Oui ! car le Président l'avait annoncé dès le début de l'épidémie. Il s'appuie d'ailleurs, sur un conseil de défense dans lequel siègent les militaires. Conseil qui pèse plus que le gouvernement et nous sommes assurés qu'il fera tout pour réprimer toutes velléités de s'exprimer, de se déplacer, de manifester. C'est lui qui décide aujourd'hui de la durée de l'état d'urgence. Plus cette durée est longue et plus cela permet au Président de la République de tenter de juguler la colère qui monte de plus en plus.

Si le gouvernement est là pour conduire un état policier répressif, où est-il dans cette rentrée scolaire calamiteuse qui laisse les enseignants "se débrouiller" pour expliquer aux élèves les "vertus" de la liberté d'expression, de la démocratie, du droit à la critique et au blasphème ?

Est-il là pour constater que la distanciation est impossible quand il y a 38 personnes dans une classe de 50 m<sup>2</sup> ?

Quand de nouveau les masques et le gel hydroalcoolique manquent et que le "démerdez-vous" est la règle, y compris pour gérer les repas du midi dans les cantines scolaires ?

Et puis, où est le gouvernement quand nous constatons, après plusieurs mois d'épidémie, que l'on manque toujours dans les hôpitaux de lits en réanimation mais également de quoi accueillir les malades non Covid ?

De nouveau se trouve posé le problème du manque de respirateurs...mais aussi de médicaments et surtout de personnels soignants.

Les enseignants se mettent en grève, les personnels des hôpitaux se mettent en grève pour dénoncer cet abandon de l'engagement du gouvernement, ils ont raison ! et nous les soutenons contre cet état policier qui réagira en envoyant ses drones contre tous ceux qui dénoncent et qui luttent aujourd'hui contre les atteintes à tous les droits.

Paris, le 5 novembre 2020